

AU SOIR D'ALGÉRIE

constat et perspectives (4^e partie)

Ce modèle comporte trois moments privilégiés. Premier moment, une campagne intensive de déstabilisation psychologique de l'autocrate ciblé et de son entourage. Deuxième moment, une action soutenue de sensibilisation en direction des élites politiques, sociales et culturelles du pays considéré. Troisième moment, la mise en œuvre d'un plan de contacts avec les chefs militaires et les responsables des services de sécurité de ce même pays pour les convaincre d'adopter, pour le moins, une attitude de neutralité face à une éventuelle «Révolution pacifique». Cela implique une immersion tous azimuts au sein de la société. Avec des applications qui varient selon les contextes spécifiques. Il est difficile d'imaginer, en effet, qu'une grande puissance comme les Etats-Unis d'Amérique allait se suffire, en Algérie, de diplomatie apparente. Il est normal que les Etats-Unis d'Amérique essayent de devancer les événements pour en prendre, préventivement, le contrôle. A plus forte raison lorsque la préservation des intérêts américains, dans le pays considéré, l'exige.

Vous avez affirmé que le président Abdelaziz Bouteflika était redevable aux Etats-Unis d'Amérique pour sa réélection en 2004. Pouvez-vous étayer cette affirmation ?

Replongeons-nous dans le contexte d'époque, celui de 2004. Le président George Bush, qui venait de lancer le projet dit de «démocratisation du Grand-Proche-Orient», avait rencontré de vives résistances auprès de régimes potentiellement visés, ceux de l'Arabie saoudite, de l'Egypte et de la Tunisie. Ces pays-là assimilaient le projet américain à une ingérence dans leur souveraineté nationale. La réaction américaine fut prompte puisqu'il fut décidé de différer, temporairement, la mise en œuvre de ce projet. En Algérie, paradoxalement, l'élection de M. Ali Benflis, principal concurrent de M. Abdelaziz Bouteflika, présentait, dans ledit contexte, l'inconvénient de pouvoir constituer l'exemple d'une ouverture démocratique réussie dans un pays arabe autocratique. De l'élection éventuelle de M. Ali Benflis, pouvait résulter, alors, un effet d'entraînement sur le monde arabe qui aurait forcé la main aux Etats-Unis d'Amérique. Cette solution était d'autant moins acceptable que le président Abdelaziz Bouteflika semblait offrir, par rapport aux intérêts américains, des engagements avec de sérieuses garanties.

De quels engagements s'agit-il ?

Libéralisation de la législation des hydrocarbures, dénouement rapide du conflit du Sahara occidental et, enfin, participation déterminée au processus de paix au Proche-Orient lequel passe par la normalisation des relations avec Israël. Vous allez me contraindre à me livrer à des répétitions, ces engagements ayant déjà été examinés au cours de cet entretien. Mais pour l'utilité pédagogique, répétons-nous.

A propos de la loi sur les hydrocarbures, M. Abdelaziz Bouteflika, après avoir tenu l'engagement de libéralisation, a fini, face à une forte pression interne, par se raviser. Tant que la manne financière que procure la vente des hydrocarbures met les pouvoirs publics à l'abri des pressions externes, le statu quo actuel pourra être préservé. A propos du conflit du Sahara occidental, quoi que puisse avoir été la volonté M. Abdelaziz Bouteflika de favoriser le dénouement de ce différend, il a dû reculer, probablement, devant la résistance de l'institution militaire, particulièrement des services de renseignement. Force est de constater, cependant, que l'activisme diplomatique traditionnel au profit de l'indépendance du Sahara occidental s'est dissipé. Sur le troisième point, le



Le général William Ward, commandant de l'Africom.

processus de paix au Proche-Orient, M. Abdelaziz Bouteflika, sans prendre d'initiative majeure, a gelé, de fait, les relations chaleureuses qui existaient entre l'Algérie et la résistance palestinienne. Pour s'être abstenu de trop s'aventurer sur ce terrain, peut-être a-t-il mesuré l'hostilité de l'opinion publique nationale pour tout rapprochement avec Israël ?

Revenons à votre argumentaire sur la place de l'Algérie dans l'agenda des priorités américaines. Pourquoi le changement de régime en Algérie ne serait pas une priorité dans cet agenda ?

Les Etats-Unis d'Amérique ne pourraient, totalement, occulter la situation actuelle en Algérie. C'est certain. Ils ont conscience du potentiel d'exaspération de la population aussi bien que de l'état d'obsolescence du régime. Simplement, les Etats-Unis d'Amérique sont focalisés, et pour cause, sur les événements en cours en Syrie et sur l'évolution des choses en Egypte. Dans le cas de la Syrie, une interférence directe de l'Iran dans la crise qui secoue ce pays pourrait présenter un risque d'embrasement gravissime du champ de théâtre opérationnel que constitue, potentiellement, la zone concernée. Dans le cas de l'Egypte, un casus-belli entre la hiérarchie militaire et les Frères musulmans, majoritaires au Parlement et dans la vie politique nationale, pourrait provoquer une guerre avec Israël qui compromettrait, gravement, la stabilité régionale. Les Etats-Unis d'Amérique qui ne souhaitent pas faire face à plusieurs fronts, simultanément, peuvent-ils se permettre d'ouvrir un autre front au Maghreb, en Algérie, plus précisément, alors que, à proximité, la crise libyenne est loin d'être résorbée ? Improbable. Il apparaît plus urgent pour les Etats-Unis d'Amérique de faire face aux menaces de grave détérioration de la situation sécuritaire dans le Sahel et les pays limitrophes. Car, malgré tout ce qui peut être dit sur le sujet, les Etats-Unis d'Amérique, jusqu'à preuve du contraire, continuent de considérer que l'Algérie est un partenaire important dans la lutte contre le terrorisme et pour le maintien de la sécurité au Sahel. Ce qui pose problème, c'est moins la nature politique du régime algérien que la réticence de l'Algérie à accepter de se placer dans le mécanisme de sécurité régionale que veulent instaurer les Etats-Unis d'Amérique. Oui, dans la problématique des relations algéro-américaines, c'est, actuellement, le paradigme sécuritaire qui domine. Manière détournée de dire que l'impératif de démocratisation qui constitue, en apparence, le socle du projet du GMO n'est pas l'objectif essentiel dans la démarche américaine. Ce que, avec sa fran-

chise de propos habituelle, précisait l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, ce 1^{er} avril 2012 : «Pour les Etats, la doctrine de l'intervention humanitaire dans les révolutions est soutenable seulement si elle est en adaptation avec le principe de sécurité nationale.»

En somme, vous suggérez que les Etats-Unis d'Amérique feraient preuve de duplicité dans leur démarche vis-à-vis de l'Algérie...

Se peut-il que les Etats-Unis d'Amérique effacent de leur mémoire, avec autant de désinvolture, les péripéties vécues dans les pays arabes qui viennent de subir des bouleversements politiques de portée historique ? Ces pays arabes où de puissants dictateurs ont été chassés du pouvoir ? A priori, même si les autorités algériennes se montraient complaisantes sur les questions de politique étrangère, les Etats-Unis d'Amérique ne sauraient leur accorder un blanc seing, en bonne et due forme, pour ce qui concerne la politique interne. Les formules relatives aux progrès démocratiques dans le pays qu'énoncent les responsables officiels américains sont de pure circonstance. Peu importe que les autorités publiques algériennes les interprètent dans un sens extensif. Avez-vous pris la mesure des descriptions faites sur l'état des lieux en Algérie par l'ambassadeur américain Robert Ford ? «Un pays riche et un peuple malheureux.» C'est une formule qui a fait florilège. C'est un réquisitoire implacable contre le régime algérien. Par une formule sibylline dont les diplomates gardent le secret, l'actuel ambassadeur américain à Alger, Henry Ensher, laisse montrer qu'il n'en pense pas moins même si son langage est moins provocateur : «Lorsque nous (les Etats-Unis d'Amérique) enregistrons l'opportunité de changement d'un régime non démocratique vers une réelle démocratie, nous la saisissons pour soutenir cette démocratisation.»

Dans le même ordre d'idées, rappelons l'exercice pédagogique, d'apparence amusante, auquel s'est livrée M^{me} Hillary Clinton lorsqu'elle a reçu les représentants de la société dite civile à l'ambassade américaine à Alger. Elle avait évoqué «un tabouret à trois pieds. Le premier pied, c'est un gouvernement responsable, efficace et qui rend compte à son peuple. Le deuxième pied, c'est un secteur privé dynamique ouvert sur le monde et capable de créer des emplois et des opportunités économiques pour son peuple. Le troisième pied, enfin, la société civile – des personnes comme vous et moi – qui œuvrent à améliorer la vie de leurs compatriotes». Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre qu'elle voulait, implicitement, mettre en relief les retards accumulés

Entretien réalisé par
Mokhtar Benzaki

par l'Algérie dans la mise en œuvre d'une société vraiment démocratique. La «Real politik» repose, aussi, désormais, sur l'ineluctabilité de l'évolution démocratique des sociétés soumises à des régimes autocratiques.

Quel pronostic pourriez-vous, finalement, formuler à propos de l'évolution des relations algéro-américaines ?

Nous voilà au centre de la problématique du dialogue stratégique algéro-américain. L'Algérie ne peut organiser son avenir en occultant le rôle essentiel que les Etats-Unis d'Amérique jouent sur l'arène internationale, c'est une évidence. Dans le même ordre d'idées, les Etats-Unis d'Amérique ne sauraient négliger le poids, même relatif, de l'Algérie en termes de potentiel économique, de richesses humaines, de rayonnement régional possible et de capacité de support à une politique dynamique de sécurité régionale. Bref, il existe, du côté algérien comme du côté américain, une volonté de consolider les rapports actuels mais, de part et d'autre, également, il existe une certaine raideur. Le meilleur témoignage de cette raideur, côté algérien, c'est le refus, clairement affiché, à recevoir l'Africom sur le territoire algérien. A tenir compte de la fin avérée de la guerre froide et de l'échec consommé du non-alignement, le renforcement des relations algéro-américaines apparaît, néanmoins, comme une perspective incontournable. La perspective de voir les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique se hisser au niveau stratégique, ce n'est ni un mal absolu, ni un bien absolu. Les Etats-Unis d'Amérique, contrairement à l'Algérie, disposent, probablement, d'une feuille de route de portée stratégique. Cette feuille de route subit des adaptations, de manière pragmatique, en fonction de l'évolution de la conjoncture en Algérie. Comment, cependant, pourraient évoluer, à court et moyen terme, les relations algéro-américaines ? Deux scénarios peuvent être envisagés qui constituent, l'un et l'autre, une solution extrême qu'il serait souhaitable de récuser. Premièrement, c'est la solution du raidissement pathologique des autorités algériennes à l'endroit du renforcement de la coopération avec les Etats-Unis d'Amérique, non pas tant pour des considérations idéologiques, que pour ne pas être engagé par un coût politique connexe excessif.

Deuxièmement, c'est la solution de la soumission totale des autorités officielles algériennes à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, notamment pour ce qui touche aux domaines sécuritaire et diplomatique, soumission qui serait une prime à verser pour garantir une caution internationale au régime en place. C'est entre ces deux solutions qu'il faut prospecter un scénario qui permette l'établissement d'une relation stratégique entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Algérie sans porter atteinte aux intérêts vitaux de l'un ou l'autre pays. Il faudrait, dans ce contexte, que la conduite de la diplomatie algérienne réponde à la défense des intérêts supérieurs de l'Algérie pas à la sauvegarde d'intérêts restreints d'un clan ou d'un pôle de pouvoir. S'il faut céder à l'émotion, rappelons, volontiers, l'envolée du président Joseph Fitzgerald Kennedy ce 2 juin 1961 : «Chers compatriotes américains, ne demandez pas à votre pays ce qu'il peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour lui.» Puisse émerger, dans notre pays, ce leader algérien capable de s'adresser, ainsi, à son peuple : «Un partenariat stratégique algéro-américain est possible, à condition qu'il ne porte pas préjudice aux intérêts vitaux de l'Algérie.»

M. B.

A suivre